

Congrès banane de l'AEBE

L'Equateur en pleine introspection

L'édition 2008 du congrès de l'Association des exportateurs de banane d'Equateur (AEBE), qui a eu lieu du 14 au 16 avril à Guayaquil, a montré une filière préoccupée par son avenir. De très nombreux thèmes ont été abordés : maladie de Panama race IV, augmentation du prix de l'énergie, disponibilité en fret maritime, problématique du canal de Panama, certifications socio-environnementales et mesures phytosanitaires, attentes du consommateur, problématique de la diversification fruitière, etc. Cela a aussi été l'occasion de voir comment les concurrents des Equatoriens venus du Costa Rica et de Colombie font progresser leur filière dans le bon sens. Enfin, parce que c'est un sujet inévitable, les discussions ont porté sur le droit de douane européen avec du bon, comme la participation des pays ACP, et du moins bon avec la présentation de résultats très controversés d'une étude économétrique sur l'influence de ce droit de douane sur le commerce mondial de la banane.

Le congrès annuel de l'Association des exportateurs de banane d'Equateur (AEBE) s'impose comme un rendez-vous incontournable du monde bananier international. Cette année encore, malgré un programme alourdi par de trop longues digressions sur la menace de la maladie de Panama (race IV) ou sur les initiatives visant à montrer la très haute responsabilité sociale des filières export latino-américaines, l'intérêt de ce type de rencontre ne s'est pas démenti.

Maladie de Panama, le retour

L'AEBE s'est employée à se faire peur ou plus précisément à mettre au jour les risques qui pèsent sur la compétitivité des filières d'exportation de banane en Amérique latine et surtout sur l'Equateur. Côté agronomie, la célèbre maladie de Panama, qui a décimé la variété de bananier Gros Michel dans les années 1960, a été largement mise en avant. La race IV de cette maladie, la forme « tropicale » (*FruiTrop* n°155 page 34), a été présentée comme très dangereuse (destruction de bananeraies en Asie et notamment aux Philippines, en Chine, à Taïwan, etc.), très mobile (extension rapide en Asie) et sans réelle possibilité de traitement après contamination. La prophylaxie est ici une impérieuse nécessité, impliquant un contrôle strict des mouvements

de matériel végétal entre pays voire entre zones de production, ainsi que la diffusion de matériel de plantation sain (vitroplants certifiés).

Sans surprise, la certification sociale et environnementale a été un thème une nouvelle fois traité, montrant ô combien les grands opérateurs sont à la pointe du combat ! Plus intéressantes ont été les interventions sur les certifications produites ou *process* de production (bio, équitable, ISO, SA, etc.). Proche de ces thèmes, la description de la problématique SPS (*sanitary and phytosanitary measures*) aux Etats-Unis a aussi été d'une rare clarté. Les producteurs présents en nombre dans la salle auront bien compris que le secteur bananier n'échappe pas au droit mou (droit qui s'impose non par ses principes mais par son usage), constitué par l'immense offre de certifications privées, publiques, volontaires ou obligatoires.

Reefer ou pas reefer ?

Le thème de la logistique a été de même largement traité et a d'ailleurs donné lieu à une belle empoignade entre pro-reefer spécialisés et pro-conteneurs. Ils ne sont tombés d'accord que sur un seul constat : la demande en transport maritime va continuer à grimper et le coût logistique (navire et carburant) n'ira qu'en augmentant. L'Equateur est d'ailleurs assez mal placé parmi les autres grands fournisseurs de la zone du fait du passage obligé de ses exportations par le canal de Panama : ses coûts explosent et le problème de saturation ne sera pas levé avant de très longues années.

Cette préoccupation toute équatorienne sur le niveau à venir de sa compétitivité a sans doute été alimentée par les avancées commerciales des exportateurs philippins de banane qui ont remporté de beaux succès commerciaux en Chine, mais aussi dans la péninsule arabique. L'effet sur le secteur équatorien a été presque traumatisant, lui qui semblait tellement intouchable d'un point de vue prix de revient.

C'est sans doute pour les mêmes raisons que la problématique de la productivité a été abordée dans les excellentes présentations des secteurs productifs du Costa Rica et de la Colombie. Là encore, l'Equateur a touché du doigt son retard sur ses deux principaux concurrents. On parle désormais de plus de 2 000 caisses export à l'hectare en Colombie et même de 2 600 caisses au Costa Rica. L'Equateur n'avance aucun chiffre, mais la vérité devrait tourner autour de 1 400 caisses à l'hectare. Peu importe pour ce fournisseur qui a un potentiel de production qui semble à la fois illimité et surtout mobilisable quasi instantanément.



© Régis Domergue

SON GOÛT UNIQUE, C'EST TOUT LE CARACTÈRE DE NOS VOLCANS.



Cultivée sur les flancs de la Soufrière et de la Montagne Pelée, la Banane Montagne de Guadeloupe et Martinique nous transmet les bienfaits de ces terres volcaniques : un goût plus sucré et une texture qui la rendent unique au monde. Une réussite qui sera au rendez-vous dans vos rayons. Pensez à elle ! Pour en savoir plus :

bananeguadeloupemartinique.com



BANANE DE GUADELOUPE ET MARTINIQUE

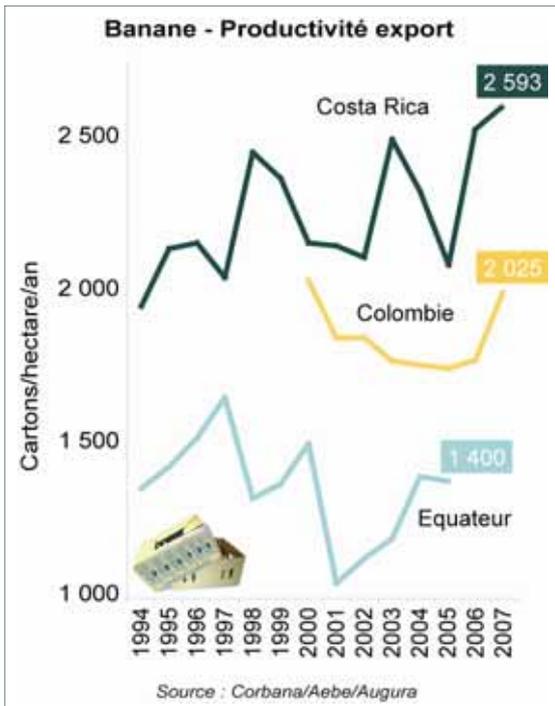
RIEN NE PEUT LA BATTRE

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite



CAMPAGNE CO-FINANÇÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE
ET L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER





Cette année, l'AEBE a souhaité élargir son champ de vision et sortir, le temps de quelques présentations, du modèle banane. Les attentes du consommateur européen ont été décryptées. L'incursion hors des frontières du genre *Musa* a été l'occasion d'évoquer la diversification fruitière, ses opportunités de marché et ses contraintes.

Aux armes citoyens...
formez vos équations

Mais un congrès sur la banane serait largement incomplet sans

échanges sur les thèmes moins fédérateurs de l'économie et des relations internationales. C'est l'incontournable ex-ambassadeur équatorien Pinargote qui a, en bon chauffeur de salle, lancé le sujet. En une diatribe historico-populo-nationaliste, il a rappelé l'iniquité et l'illégalité du régime bananier européen ainsi que son coût prohibitif pour le secteur productif équatorien, quelque 175 millions de USD. Plus grave, car immunisé de la critique par la sacro-sainte validité scientifique, le professeur Anania (Université de Palerme) a enfoncé le clou en expliquant par quelques diapositives que les producteurs latino-américains couraient à leur

perte si le droit de douane dans l'UE restait bloqué à 176 euros/tonne, mais surtout si dans le même temps les ACP devaient bénéficier, comme c'est le cas depuis le 1er janvier 2007, d'un accès total et à droit nul au titre du dispositif APE. Au final et dans le pire des scénarios pour les origines dollar (APE maintenus et aucun accord avec les NPF), les producteurs ACP devraient déverser 80.5 % de bananes supplémentaires d'ici à 2013 alors que les NPF (producteurs non-ACP) verraient leurs exportations vers l'UE fondre de 7.1 %. Au passage, il a même annoncé une réduction d'un modeste 45 % (!) de l'approvisionnement en banane communautaire du fait du découplage total de l'aide au 1er janvier 2007. Le modèle économétrique a craché son venin et ce n'est pas rassurant à une période d'intenses négociations sur la réduction du droit de douane appliqué par l'UE car il pourrait servir de référentiel.

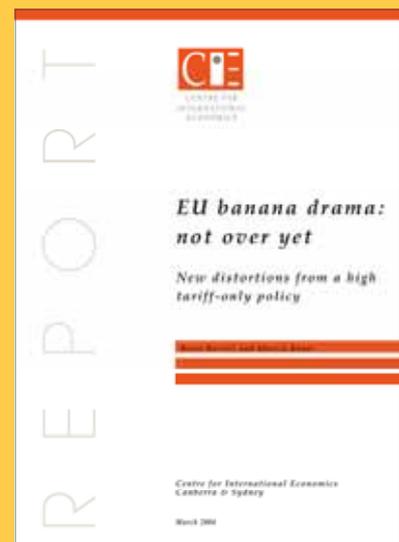
Il y a tout juste quatre ans, **Fruitrop** se faisait l'écho d'une étude similaire proposée par un cabinet d'études privé australien, *The CIE*, et signée par Brent Borrell et Marcia Bauer. Intitulée « *EU banana drama: not over yet* », elle promettait un monde bananier européen en totale rupture avec celui que l'on connaissait en 2003, si d'aventure le droit de douane dépassait les 100 voire les 75 euros/tonne. Ce qui est intéressant dans ce genre d'étude économétrique, c'est la possibilité de venir vérifier ex-post les augures. En 2008, il est difficile d'imaginer que ces auteurs décrivaient le marché bananier européen dans lequel nous évoluons actuellement ou alors celui-ci appartient à une autre dimension spatiotemporelle. Par pure gourmandise et pour renvoyer le professeur Anania à ses chères études, nous ne résistons pas à vous en livrer quelques extraits dans l'encadré « Réquisitoire contre l'Afrique » ainsi que nous l'avions fait dans le numéro 112 de **Fruitrop** (mai 2004, page 6).

Paru dans *Fruitrop* n°112, mai 2004 page 6

Réquisitoire contre l'Afrique

Extraits de l'étude de Brent Borrell et Marcia Bauer « *EU banana drama: not over yet* »

- « Il est quasiment certain (...) que l'accès de l'Amérique latine au marché européen déclinera avec un droit de douane dépassant 100 euros/tonne après 2005 ».
- « Il y a même 22 % de chance que l'accès de l'Amérique latine décline avec un droit de douane de 75 euros/tonne, d'autant plus si l'euro reste fort ».
- « La production et les exportations africaines se développent rapidement. (...) L'Afrique verra sa part de marché augmenter (...) pour tout droit de douane fixé au dessus de 75 euros. Les exportations africaines ont doublé sous l'actuel régime préférentiel et cette augmentation s'accroîtra si les préférences actuelles sont amplifiées. Avec peu de contraintes et son niveau de compétitivité, l'Afrique pourrait aisément plus que doubler sa production en six ans et même avant. Avec une forte augmentation des prix au producteur, il est probable que les investisseurs étrangers développent rapidement de nouvelles grandes plantations en Afrique (Côte d'Ivoire, Cameroun et plusieurs autres pays producteurs ACP africains) ».
- « Avec un niveau de droits de douane supérieur à 75 euros/tonne, les exportations africaines de banane se développeront et remplaceront les exportations latino-américaines sur le marché de l'UE. Au cas où serait appliqué un droit de douane dit de la nation la plus favorisée de 300 euros/tonne, les exportations d'Amérique latine passeraient de 3.0-3.2 millions de tonnes à la fin de 2005 (UE à 25) à seulement 1.65 million de tonnes à l'horizon 2012, soit une réduction de 50 % ».
- « (...) un droit de douane élevé pourrait causer des pertes aux exportateurs latino-américains de plus de 1.3 milliard de USD par an. »



ACP-UE : tous unis pour la défense du droit de douane

Le dossier banane ne sera pas la variable d'ajustement des négociations commerciales internationales ! C'est le message que les producteurs européens et ACP de banane et leurs gouvernements respectifs ont souhaité faire passer, non seulement à la Commission européenne mais aussi aux autres Etats membres de l'UE, au directeur de l'OMC et aux autorités des pays latino-américains. Constatant que les Etats membres européens intéressés à défendre un droit de douane élevé sont désormais minoritaires et que les Etats ACP sont rarement invités à prendre part aux négociations entre l'UE et l'OMC, le ministre de l'Agriculture français, Michel Barnier, a réuni à Paris le 30 avril dernier 11 ministres de l'Agriculture et représentants des pays ACP pour peser dans les débats. Ils ont appelé :

- à ce que la banane fasse l'objet d'un traitement particulier dans le cadre des discussions en cours du Cycle de Doha, compte tenu du risque d'érosion des préférences particulièrement avéré sur ce produit, et à ce qu'en aucun cas la banane ne soit soumise au statut de « produit tropical » ;
- à un accord global mettant un terme au contentieux à l'OMC et fixant un droit de douane définitif pour solde de tout compte aussi proche que possible du niveau actuel de 176 euros/tonne, au terme d'une période de transition d'au moins 8 ans ;
- à une stabilisation du régime d'importation communautaire sur des bases permettant de maintenir l'équilibre entre les différents fournisseurs du marché communautaire, et la pérennité de la production dans toutes les zones productrices UE et ACP. De ce point de vue, toute nouvelle réduction du droit de douane, à l'OMC ou dans le cadre d'accords bilatéraux, serait de nature à altérer cet équilibre et pourrait amener les pays ACP à s'interroger sur l'intérêt de poursuivre la négociation à l'OMC.

Déclaration originale sur
<http://passionfruit.cirad.fr> par accès direct Banane

Comme il est de tradition, tous ont prêté des vues hégémonistes aux Etats ACP et plus précisément à ceux d'Afrique. Le Président de l'OCAB, l'Ivoirien Mathias N'Goan Aka, est venu une nouvelle fois les rassurer et les convaincre, chiffres à l'appui, que rien ne permettait de faire de l'Afrique le Gargantua bananier que tous dépeignent.

Les prévisions pessimistes du chercheur italien n'ont pas entamé la bonne humeur des exportateurs latino-américains. Comme en 2006, les retours en production ont été excellents en 2007 et les volumes exportés ont atteint de nouveaux records. Les investissements dans l'irrigation, le matériel végétal et les plantations et replantations sont d'ailleurs une des preuves de cette bonne conjoncture.

Le mécontentement équatorien est soluble dans la hausse des prix aux producteurs

Les opérateurs latino-américains ne vont tout de même pas jusqu'à relire le *Tariff Only* européen de 176 euros/tonne avec la bonne conjoncture sur les marchés internationaux, la conquête de parts de marché dans l'UE, ou la hausse du revenu des producteurs et exportateurs. Encore que, comme l'a déclaré Eduardo Ledesma, directeur de l'AEBE, lors des conclusions du Forum, l'Equateur exige une baisse du droit de douane européen pour éviter la déferlante africaine... mais pas trop importante tout de même afin ne pas ouvrir le marché à d'autres fournisseurs. Faut-il voir dans cette déclaration un retour de l'Equateur à une position plus nuancée sur la baisse du droit ? Réponse dans les prochains mois.

Cette réflexion est en tout cas intéressante. Elle permet d'aborder le véritable moteur de la relative bonne conjoncture bananière depuis au moins 2005. Si on met à part 2005, année charnière entre contingentement et *Tariff Only*, les années

Importations de banane de l'UE et des Etats-Unis : le reflux

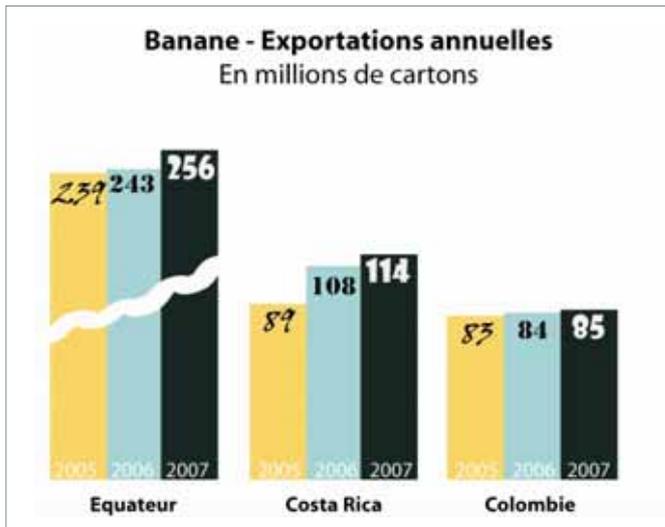
L'UE à 27 a réduit de 5 % ses importations de banane sur les deux premiers mois de l'année 2008 par rapport à 2007... mais elles restent 5 % au-dessus de la moyenne 2005-2007. Les chiffres préliminaires pour mars 2008 confirment cette tendance au reflux. La Colombie (- 16 %) et le Costa Rica (- 17 %) sont responsables de cette inflexion alors que l'Equateur augmente considérablement ses apports (+ 12 %). Côté ACP, l'augmentation de l'Afrique (+ 21 %) compense les pertes des Caraïbes (- 26 %). Les importations des Etats-Unis marquent aussi le pas avec un premier trimestre en retrait de 2 %, essentiellement du fait d'une réduction drastique de la part du Costa Rica (- 25 %).

Banane — UE à 27 — Importations

	Janvier à février (provisoire) - En tonnes					Variation 2008 par rapport à...			
						En tonnes		En %	
	2005	2006	2007	2008	Moyenne 2005-07	2007	Moyenne 2005-07	2007	Moyenne 2005-07
Total, dont	655 134	678 393	773 414	737 050	702 314	- 36 363	+ 34 737	- 5	+ 5
NPF	548 836	555 756	631 565	596 103	578 719	- 35 462	+ 17 371	- 6	+ 3
ACP, dont	101 372	116 236	132 656	140 947	116 755	- 901	+ 17 366	- 1	+ 14
ACP Afrique	65 572	69 848	76 429	92 514	70 617	+ 16 084	+ 21 897	+ 21	+ 31
ACP autres	35 800	46 387	56 227	48 434	46 138	- 16 986	- 4 531	- 26	- 9

Note : NPF, Nation la Plus Favorisée (MFN en anglais) ; code douanier 08030019 / Source : Eurostat

Tableau détaillé sur
<http://passionfruit.cirad.fr> par accès direct Banane



sous *Tariff Only* (2006 et 2007) ont été marquées par une crise de l'offre (aléas climatiques) et une excellente demande (marchés russe et américain). Les effets d'un marché européen libéralisé ou décontingenté n'ont jamais été visibles. D'autres facteurs sont toujours venus brouiller l'équation européenne. Seul l'épisode désastreux du printemps et de l'été 2006 peut être relié totalement à ce changement réglementaire. On se rappelle qu'un opérateur guatémaltèque prit pied, à la hussarde, sur le marché européen, déprimant pour de longs mois le marché. Et ce n'est qu'après des

pertes financières, que l'on dit colossales, que l'exportateur ainsi que l'importateur européen avaient écourté l'aventure. Il est vrai qu'avec une taxe de plus de 3.20 euros du carton et un marché en chute libre, les comptes de vente ne devaient pas peser bien lourd. Que serait-il advenu dans un système à droit de douane nul ? L'Equateur, en pleine introspection sur son niveau de compétitivité, fait effectivement bien de se poser la question ■

Denis Loeillet, Cirad
denis.loeillet@cirad.fr



© Régis Domergue

Charles De Wulf *Consultant indépendant*

**Etudes
Conseils
Lobbying**

Produits frais et transformés

Spécialiste des fruits et légumes

**MISSIONS D'ÉVALUATION
PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT
ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE**

Au bénéfice des producteurs,
assureurs, transporteurs maritimes
et terrestres, importateurs ou institutionnels

Bureau en **Belgique**

CONTACT **charles.dewulf@skynet.be**

MOB **+32 495 55 28 55**

SKYPE **charles.dewulf**

Ingénieur Agronome - 18 années d'expérience
Gestion de production en zone tropicale
Spécialiste des filières bananes et ananas
Audit qualité et expertise produits tous stades logistiques
Lobbying et conseil pour les producteurs